

La Nouvelle Revue De Presse De Langue Française

NRP Février 2020, n°50



DOSSIER

« JOYEUSES PRESSES »

Economie

ECONOMIE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION EN ALGERIE
De l'aventure intellectuelle à la mésaventure économique

Droit

**Algérie : Vers l'annulation de la loi interdisant aux binationaux
l'accès aux hautes fonctions**

Histoire/Mémoire

**La presse algérienne pendant la révolution :
Un instrument de mobilisation contre la propagande coloniale**

مختارات الصحافة
الصحافة الجزائرية

Dossier**« JOYEUSES PRESSES »**

50 NUMEROS, Jean Paul VESCO, évêque d'Oran. P.3

REVUE DE PRESSE : UNE RENAISSANCE, Mehdi Souaih. P.4

QUELQUES REGARDS SUR LA NOUVELLE REVUE DE PRESSE, P.5

Editorial à deux voix : Quelle est l'utilité d'une revue de presse ?, Akram EL-KEBIR. P.6

Editorial à deux voix : S'immobiliser dans le temps !, Malik Cheklalia. P.7

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE Journaliste : un art, un métier, une vocation, Mohamed Aniss AMRAH. P.8

Fiche technique de quelques journaux. P.9-10

Presse écrite et médias: œuvrer pour un paysage médiatique algérien fort et de référence. P.11

Grandeur et misère du journalisme algérien en temps de hirak populaire, Belkacem Mostefaoui. P.11-12

La presse écrite en Algérie : Positionnements médiatiques et enjeux linguistiques, Hadj Miliani. P.12-13

Salima Tlemçani : être femme journaliste en Algérie, Propos recueillis par Esthere Garnier et Damien Miloch. P.14-15-16

Presse sportive algérienne (1962-2016) : Evolution constante face aux défis du numérique. P.16

Algérie : une révolution aussi pour les médias, Marlène Panara. P.17

La presse électronique en Algérie : un secteur en quête de reconnaissance, A. S. P.17

Economie

ECONOMIE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION EN ALGERIE De l'aventure intellectuelle à la mésaventure économique, AHCENE-DJABALLAH, Belkacem. P.18

Les blocages d'Internet ont fait perdre 200 millions de Dollars à l'Algérie en 2019. P.19

Droit

Algérie : Vers l'annulation de la loi interdisant aux binationaux l'accès aux hautes fonctions, REDOUANE L. P.20

Les équipes de la NRP**Histoire/Mémoire**

La presse algérienne pendant la révolution : Un instrument de mobilisation contre la propagande coloniale, K. Daghefli, P.22

Presse et journalistes « indigènes » en Algérie coloniale (années 1890-années 1950), Philipp Zessin. P.23

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.
[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]
Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr



CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •
Site web: www.cdesoran.org / Facebook : Cdes Oran

Quand Mehdi Souaih et moi même avons décidé il y a bientôt dix ans de relancer la Revue de Presse éditée par le Centre des Glycines d'Alger, qui aurait pu dire qu'elle existerait encore dix ans après ?

Nous sommes très heureux d'être arrivés au 50ème numéro consacré, comme il se doit à la presse algérienne .

Merci à Akram el Kébir et à Malik Cheklalia d'avoir assuré l'éditorial et à tous les collaborateurs anciens et actuels pour leur travail au cours de toutes ces années.

Bernard Janicot

Ont collaboré à ce numéro

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB
Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Sofiane BELKACEM, Redouane ARZOUR

50 NUMEROS



50ème numéro de la Nouvelle revue de Presse, 10 années d'existence, pour un beau passage de relais parfaitement réussi. Un peu d'histoire : la Revue de Presse est née en 1956, avant l'indépendance de l'Algérie, à l'initiative des pères blancs. Le projet était beau : apporter aux passionnés d'Algérie, différents au fil des époques, un accès à l'information grâce à une sélection d'articles de presse auxquels il n'était pas possible d'avoir accès. Une chaîne humaine s'est relayée pour honorer un travail ingrat fait de saisie des articles sélectionnés, de reprographie avec les moyens de l'époque, de mise sous enveloppe et d'envoi par courrier postal.

Il y a dix ans, la Revue de Presse allait s'arrêter faute de volontaires pour continuer ce travail...et aussi faute de lecteurs ! A l'époque d'internet et des réseaux sociaux, la Revue de Presse ancienne formule avait en effet tout simplement perdu sa raison d'être.

Je suis reconnaissant à l'équipe du CDES de ne s'être pas résigné à célébrer les obsèques d'une belle idée mais d'avoir su percevoir la pertinence de cette intuition initiale dans le contexte d'aujourd'hui. Il fallait pour cela, selon les mots du héros du film *Le Guépard* de Visconti, "tout changer pour que rien ne change". Fini, le papier, les abonnements, la saisie, place à une version digitale, uniquement disponible gratuitement sur le web. La force de la Nouvelle Revue de Presse ne réside plus d'abord dans l'accès à la presse, mais dans la pertinence du choix des articles en fonction de thèmes eux aussi pertinents. La force de la Nouvelle Revue de Presse c'est son équipe de jeunes universitaires qui portent un regard sur leur pays, à partir de la presse francophone et à présent de la presse arabophone, autre évolution notable de l'intuition initiale. Merci à tous les membres de l'équipe qui ont porté la Nouvelle Revue de Presse depuis dix ans, et merci à Bernard Janicot d'avoir rendu possible cette belle aventure. Le relais a été pris, la course continue !

Jean Paul VESCO, évêque d'Oran

REVUE DE PRESSE : UNE RENAISSANCE



Il y a quelques temps, j'avais demandé à Mehdi Souaih, qui est à l'origine de cette NOUVELLE Revue de Presse, de m'écrire un texte. Nous le redonnons ici, tel qu'il a été écrit à ce moment-là.

Revue de Presse. Est-il un hasard que le premier numéro, sorti de « l'imprimante » du Centre Ibn Khaldoun-Sophia, comportait en son sein un dossier traitant de l'identité ? Nous aimons à croire que si. Mais avec quelques années de recul, nous nous rendons compte qu'un tel choix de dossier n'était au fond qu'une projection d'un état d'esprit, il nous a été dicté par la lutte menée contre le destin. Celui-là même qui a fait céder le frère jumeau du CDES, le forçant à arrêter la fabrication du périodique qui faisait et -parce qu'intemporel et d'une grande qualité- fait encore sa gloire.

Pour des raisons objectives, le centre des Glycines s'était vu contraint de laisser mourir sa revue de presse. Pour des raisons subjectives, nous avons décidé de la ressusciter.

Le challenge à relever était de taille : reprendre le concept ? Cela ne nous a nullement posé problème. Nous avons les compétences nécessaires. La grande partie du personnel du centre Ibn Khaldoun-Sophia passait en revue chaque jour des dizaines de titres de journaux, de magazines et de périodiques en tous genres. Il fallait juste qu'on acquiert un nouveau réflexe, celui qui consiste à combiner cette première tâche, a priori mécanique et fortement monotone, avec celle de relever les sujets susceptibles d'alimenter ce qui allait devenir le prochain numéro de la Nouvelle Revue Presse. Cela reste, encore une fois, le procédé on ne peut plus classique de la fabrication d'une quelconque compilation de textes de presse. La nôtre... nous la voulions reflet d'une ambiance, comportant une empreinte de ceux qui activistent dans cette « plate-forme de rencontre », qu'est le CDES. Nous la voulions vitrine du centre Ibn Khaldoun-Sophia, incarnation d'une identité d'un microcosme qui a vu le jour il y a plus d'un demi-siècle.

Des rubriques. Chacune de ces rubriques correspond à une partie du fonds documentaire du CDES, les centres d'intérêt de son personnel et de ceux qui le fréquentent. Un éclairage « profane » et accessible qui vient illustrer une matière théorique, intimidante parce que « sacrée », souvent hors d'atteinte.

Et pour finir, une pierre angulaire... l'éditorial. Indéfinissable, à l'allure inutile. Nulle contrainte n'est imposée à celui qui doit le rédiger. Une seule règle à respecter : Lâcher la bride à la parole. Les uns préfèrent, par prudence ou parce que consciencieux, rester intimement proches du sujet traité dans le dossier, d'autres parce que fainéant et fortement imprégnés de la philosophie « j'm'enfoutiste » préfèrent tisser un métadiscours qui n'a pas grand-chose à voir avec la sélection thématique du numéro, mais renseigne sur la valeur des textes réunis.

Nouvelle...Revue de Presse. Nouvelle, parce qu'elle ne s'inscrit pas dans la continuité de l'ancienne. Nouvelle, parce qu'elle refuse d'être une pâle copie de l'ancienne. Elle est authentique, du moins nous la voul(i)ons comme telle. Authentique à l'image du CDES, de son personnel. Longue vie à la NRP et longue vie au CDES (ça fait un peu slogan du FLN, je ne suis pas top inspiré en ce moment !

Mehdi Souaih

QUELQUES REGARDS SUR LA NOUVELLE REVUE DE PRESSE

A l'occasion de ce numéro nous avons sollicité vos remarques sur la NRP. Malheureusement, nous n'avons eu que très peu de retour. Certains consistaient juste à nous dire « merci » ou « continuez ! » Nous transmettons ici les trois avis les plus constructifs

« Salut, dans à mon avis je vois cette revue extraordinaire et originale comme revue qui rassemble des articles intéressant sur des sujets important sur la vie sociale, culturelle et économique algérienne. Et qui peut servir à la recherche scientifique, aux chercheurs, comme un outil de référence puissant dans la recherche bibliographique et documentaire. Reste bien sûr aux chercheurs à la consulter pour mieux référencer les études.

Bonne continuation à toute l'équipe du CDES . Mes salutations distinguées.

Cordialement. » **BOUCHETA Rahmouna.**

« Elle est déjà riche mais il faut aussi l'enrichir davantage dans le domaine sociétal et environnemental. »

« Chers amis de la NRP, chères amies,

je réponds bien volontiers à votre sollicitation pour donner mon avis sur la NRP. La NRP me paraît très utile voire indispensable et cela pour au moins trois raisons. D'abord parce qu'elle donne à voir, autour d'un thème qui concerne le quotidien des Algériennes et des Algériens, la diversité des points de vue de la presse francophone qui est publiée dans le pays et c'est donc l'Algérie d'aujourd'hui racontée par les premiers concernés qui nous est livrée à domicile. En cela, la NRP est un utile contre-point à tous les raccourcis et à tous les stéréotypes diffusés largement par les médias français –en ce moment particulièrement- sur ce qui se passe au Sud de la Méditerranée. Ensuite, la NRP est facilement rediffusable aux amis autour de nous, qui sont intéressés par ce qui se passe en Algérie, mais qui, sans cette « revue », ne feraient pas l'effort d'aller consulter dix sites internet pour faire une moisson d'infos, trier entre ce qui est trop partisan et ce qui est analyse équilibrée, entre « nouvelles brèves » et « article qui prend du recul », (etc.) . Enfin, dans le choix des thèmes et des points de vue sélectionnés, vous donnez à percevoir et lire ce qui vous intéresse dans la presse algérienne, vous qui faites la sélection d'articles et de nouvelles, et cela nous permet – d'une façon certes indirecte- de mieux vous comprendre et de mieux vous connaître... En cela, la NRP, me semble être aussi un « lien » entre vous et nous.

Je n'ai qu'un mot à ajouter : Continuez !

Bien amicalement à toutes et tous. »

Pierre-Jean Roca, à Bordeaux

Editorial à deux voix

Ce numéro 50 méritait bien cela ! deux journalistes professionnels se partagent l'espace de cet éditorial. Akram el Kébir, du quotidien *El Watan* et Malik Cheklalia, de *Carrefour d'Algérie*

« Quelle est l'utilité d'une revue de presse ? »



D'abord, par ces temps on ne peut trop technologiques, où le commun des mortels n'a de yeux que pour le digital et le virtuel, être fidèle, de façon hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle à une revue de presse, à de quoi donner du baume au cœur. A fortiori, du reste, quand celle-ci met l'accent sur tout ce qui a trait à la littérature, ou aux reportages offrant au lecteur des escapades décapantes, et parvenant, du fait même, à élargir ses horizons. Nous vivons une période où l'information ne cesse de grouiller sur les réseaux sociaux, où tout un chacun peut se targuer d'être journaliste à part entière pour peu qu'il ait en sa possession un smartphone muni d'un appareil-photo. Aussi, il est plus que salutaire de confectionner une revue de presse où les articles sont triés sur le volet, où les concepteurs offrent aux lecteurs «des morceaux de choix», des articles, parfois des pépites, mais qui ont pu hélas, être noyés dans le flot d'informations et de contre-informations, -avec ce que cela peut traîner de ce qu'on appelle communément «fake-news». Le lecteur aura loisir à lire non seulement des articles de qualité, mais qui plus est, de ne pas être endoctriné par une ligne éditoriale prédéfinie, ou même, le cas échéant, une campagne de propagande. Il aura la possibilité de lire, au sein du même journal, différents traitements d'informations, des articles traitant le même sujet mais différemment, et émanant de journaux dont les lignes éditoriales peuvent être aux antipodes les unes des autres. Pour toutes ces raisons, il est très important que des âmes charitables continuent à confectionner ce genre de revues de presse, d'autant que cela permet de développer l'esprit critique du lecteur. Il faut souligner enfin qu'il est très salutaire d'offrir, dans cette même revue de presse, une place de choix au monde de la culture, et même, pourquoi pas, offrir aux lecteurs des comptes-rendus contradictoires de tout ce qui se rapporte de près ou de loin à la culture (livres, pièces théâtrales, nouveautés cinématographiques etc.) Cela permettra non seulement au lecteur d'aiguiser davantage son esprit critique, l'aider à se faire une opinion sur une œuvre qui l'a laissé perplexe, et enfin (et surtout) enrichir et fortifier la scène culture locale ou nationale, et par là même, permettre à d'autres talents, jusque-là cachés, à s'émanciper.

Akram EL-KEBIR

Editorial à deux voix

Ce numéro 50 méritait bien cela ! deux journalistes professionnels se partagent l'espace de cet éditorial. Akram el Kébir, du quotidien El Watan et Malik Cheklalia, de Carrefour d'Algérie

S'immobiliser dans le temps !



Souvent, nous passons à côté d'une bonne analyse ou d'un bon article dans un journal ou dans une revue, car « noyés » dans une série d'informations. Au collège et au temps de la pensée unique, des enseignants nous avaient initié à confectionner une revue de presse quotidienne « murale ». Ils nous fournissaient des journaux, des revues algériennes ou étrangères. Cette revue de presse murale était une attraction tant pour les enseignants que pour nous. Je me rendais compte de l'importance de cette revue de presse. Avec la télévision « satellitaire », je découvrais la revue de presse de «Euro news », c'était mon repère quotidien. Lire un article ou analyse ou contribution dans un journal n'a pas le même « sens » que de le reprendre dans une revue de presse, car nous le faisons avec recul et en contextualisant l'événement et en faisant les « recoupages » avec d'autres événements. En consultant la revue de presse du CDES, je me rends compte que je suis passé à côté d'un article intéressant alors que je l'avais « consommé » dans le « va vite ». La revue de presse du CDES constitue un repère historique et permet aux professionnels de la presse ou aux chercheurs de re-consulter la revue pour un temps « t », ça permet de se repositionner et de mieux analyser. La revue de presse du centre constitue un important archive. La revue de presse joue parfois le rôle d'un « affrontement » entre des analyses sur le même thème. Que faut-il améliorer dans la revue de presse du CDES ? une revue de presse a pour vocation de s'immobiliser pour un instant ou un moment, donc impossible qu'elle soit « parfaite ». Il faudrait peut-être la revoir sur le côté « esthétique » et qu'elle soit plus attirante.

Malik Cheklalia

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Journaliste : un art, un métier, une vocation

Mohamed Aniss AMRAH

Des "crieurs d'informations locales" aux sites d'information en continu, en passant par les journaux, le journalisme a connu une évolution fulgurante à travers le temps. À l'occasion du 3 Mai, journée internationale de la liberté de la presse, revenons sur le chemin parcouru par ce métier aussi vieux que l'humanité, qui a façonné le monde de l'information tel que nous le connaissons aujourd'hui ! Suivez le guide. Peu importe la forme et les moyens, l'information a circulé, circule, et circulera sans jamais s'arrêter !

Nous sommes en 1605, le monde connaît la première parution d'un quotidien papier (ou journal quotidien), le « Relation aller Fürnemmen und gedenckwürdigen Historien » à Strasbourg. C'est en Allemand qu'est paru le premier journal tel que nous le connaissons. Révolution !

Petit bond dans le temps (grand ?), le 24

Comme chaque grande discipline, le journalisme a eu droit à son lot de génies, dont la plume a fait trembler le monde chacune à sa façon...

Tahar Djaout : Né le 11 janvier 1954 à Oulkhoul, commune d'Ait Chafâa en Kabylie, est un écrivain, poète, romancier et journaliste algérien d'expression française. Le 02 Juin 1993, il fut l'un des premiers intellectuels victime de la « décennie du terrorisme » en Algérie, « Rebi Yerrahmou » !

Khushwant Singh : Khushwant Singh était un journaliste, auteur et avocat Indien, il est l'auteur de la nouvelle mondiale connue Train to Pakistan. Né en 1915 et décédé en 1999, il a grandement contribué à l'évolution du système judiciaire et au journalisme indien.

Glenn Greenwald : Glenn est un journa-

liste dans notre pays, le journalisme souffre d'un manque de jeunesse flagrant. La nouvelle génération peine à reprendre le flambeau et ça se sent ! Que ce soit la presse écrite, télévisuelle ou électronique, les contenus se suivent et se ressemblent, le sensationnel a pris le dessus sur les reportages de fond au grand damne des lecteurs !

Autre signe flagrant de laisser aller en matière de journalisme en Algérie, l'accès à cette discipline n'est soumis quasiment à aucun critère de sélection ; et l'élite de la jeunesse Algérienne ne s'identifie clairement plus à cette branche, très enrichissante à la base. Les raisons sont diverses et multiples, mais peuvent être résumées comme suit :

Premièrement la pression sociale, chez nous existe cette idée reçue qui dit que quelqu'un d'un niveau intellectuel supérieur devra forcément choisir un domaine technique, voir s'orienter vers la médecine... et toute déviation est perçue comme un profond échec... c'est à ne rien y comprendre.

Ensuite vient le manque de reconnaissance, car il faut l'avouer, le journaliste Algérien est sous-estimé. Là où le Pulitzer vient couronner le travail acharné des reporters du monde, chez nous... disons que cette reconnaissance tarde à arriver, et ça représente un frein de plus face à nos reporters de demain.

Enfin, la cicatrice de la décennie noire se ressent réellement... à l'époque nos journalistes, tel que Tahar Djaout cité plus haut, ont connu une fin barbare que l'on ne souhaiterait à personne... et qu'on le veuille ou non, c'est une image qui sera difficile à effacer des esprits.

Le mot de la fin ? Le métier de journaliste est un métier exigeant qui demande de la patience, du courage et le savoir nécessaire pour faire passer l'information de manière équilibrée, juste et sans exagération. Chacune de ces petites subtilités font de ce métier une vocation pour laquelle on se doit de sacrifier la majeure partie de notre vie, et en font donc un art à part entière.



Aout 1789, l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen affirme : "la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement (...)" . La presse ne sera pleinement libre qu'entre 1789 et 1792.

1897 et 1926, Invention de la retransmission radio et télévisuelle respectivement, une révolution dans le monde de l'information. La vitesse de circulation et d'actualisation de cette dernière devient infiniment plus rapide, et les avancées technologiques aussi.

1er décembre 1961, Création de l'agence de presse nationale algérienne dans le sillage de la Guerre de libération nationale, pour en être le porte-drapeau sur la scène médiatique mondiale. 197 jours plus tard l'Algérie obtiendra son indépendance, « TAHYA AL-DJAZAIR ! »

1969, Création du « Network Working Group » et connexion des premiers ordinateurs entre 4 universités américaines via l'Interface Message Processor de Leonard Kleinrock. Internet est NÉ !

liste américain, avocat et auteur qui a travaillé pour les plus grands journaux du monde (The Guardian, The New York Times, Los Angeles Times etc. ...) Mais il est surtout connu pour avoir été le principal journaliste à avoir collaboré avec Edward Snowden en 2013, pour ce qui deviendra la plus grande fuite de documents classifiés de l'histoire des Etats Unis. Il remportera en 2014 le prix Pulitzer pour service rendu suites à ses publications ainsi que divers autres prix d'excellence à travers le monde.

George Orwell : Mr Orwell est un journaliste essayiste journaliste et critique britannique. Il est plus connu pour ses nouvelles « Animal Farm » (fermes des animaux) et « Nineteen Eighty-Four » (1984). Ces deux dernières sont considérées comme deux des principaux chefs d'œuvres de la littérature satirique de fiction du 20ème siècle. Né en Juin 1903, il décédera en Janvier 1950, il laissera derrière lui un fils adoptif. Une discipline très sous-estimée en Algérie, là ou dans le monde un journaliste est signe de culture et de haut niveau intellectuel...

Comme beaucoup d'autres domaines

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

03 Mai 2017

Fiche technique de quelques journaux



Le Buteur, en arabe, El Heddaf, est un journal sportif algérien disponible en deux versions, papier et électronique ainsi qu'en français comme en arabe. C'est aussi une chaîne de télévision sportive algérienne.

Pays Algérie Ville d'édition Alger
 Directeur de publication Nabil Amra1
 Site web <http://www.lebuteur.com>



Liberté est un quotidien généraliste algérien en langue française. Au niveau international, il est surtout connu pour publier dans chaque édition une caricature d'Ali Dilem.

Pays Algérie - Langue Français
 Périodicité Quotidien - Genre Généraliste
 Diffusion 115 000 ex. - Date de fondation 1992
 Ville d'édition Alger - ISSN 1111-4290
 Site web liberte-algerie.com



Le Soir d'Algérie est un quotidien généraliste algérien en langue française.

Pays Algérie - Langue Français
 Périodicité Quotidien - Genre Généraliste
 Diffusion 70 800 ex. (2006)
 Date de fondation 3 septembre 1990
 Ville d'édition Alger
 Directeur de la rédaction Nacer Belhadjoudja
 ISSN 1111-0074 Site web <http://www.lesoirdalgerie.com>



El Moudjahid est un quotidien généraliste algérien en français. Il est le doyen de la presse quotidienne paraissant en français et l'un des six titres de la presse publique en Algérie.

Pays Algérie - Langue Français
 Périodicité Quotidien - Genre Généraliste
 Diffusion 17 500 ex. (2006)
 Date de fondation 1965 - Ville d'édition Alger
 ISSN 1111-0287
 Site web <http://www.elmoudjahid.com>



El Watan (qui signifie « La patrie ») est un quotidien généraliste algérien en langue française.

Pays Algérie - Langue français

Périodicité quotidien - Format tabloid

Genre généraliste

Diffusion 82 934 ex. (2016)

Date de fondation 8 octobre 1990

Éditeur SPA EL WATAN - Ville d'édition Alger

Directeur de publication Tayeb Belghich

Rédacteur en chef []

ISSN 1111-0333 - OCLC 421650198 [archive]

Site web www.elwatan.com



Reporters est un quotidien national algérien d'expression française créé en 2012, dont le siège se trouve à la Maison de la presse Tahar Djaout, au 1, rue Bachir Attar, 1er-Mai – Alger

Son premier numéro est sorti le jour de la fête nationale de l'Algérie : la Fête de la révolution, le 1er novembre 2012 ; sa Une était titrée « Novembre, une résilience algérienne »

Pays Algérie - Langue Français

Périodicité Quotidien - Genre Généraliste

Date de fondation 2012 - Ville d'édition Alger

Site web <https://www.reporters.dz/>

Le Quotidien d'Oran est un quotidien généraliste indépendant algérien en langue française.

Le premier numéro est paru le 14 décembre 1994. Fondé par un groupe de citoyens, sa nature juridique est particulière. Société par actions, ses actionnaires sont au nombre de 87 détenteurs chacun d'une à dix actions.

Le Quotidien d'Oran est l'un des rares titres de presse en Algérie à disposer de sa propre imprimerie

Pays Algérie -

Langue Français

Périodicité Quotidien -

Genre Généraliste

Diffusion 149 900 ex. (2006)

Fondateur Mohamed Abdou Benabbou

Date de fondation 14 décembre 1994

Ville d'édition Oran -

Propriétaire SPA Oran - Presse

Directeur de la rédaction Mohamed Abdou Benabbou

ISSN 1111-2166 -

Site web <http://www.lequotidien-oran.com>



Presse écrite et médias:

œuvrer pour un paysage médiatique algérien fort et de référence

Lors d'un point de presse, ... le ministre a mis l'accent sur la nécessité, pour les différents médias, la presse écrite et la presse électronique, "d'être au diapason de l'évolution technologique et numérique afin d'œuvrer pour un paysage médiatique algérien fort".

"C'est ça le véritable défi que nous devons relever", a insisté M. Kaouane lors de sa visite à Bouira, où il a inauguré plusieurs expositions d'arts traditionnels...).

Durant sa rencontre avec presse, le ministre de la Communication a souligné en outre l'impératif d'approfondir la réflexion et le dialogue sur le champ et l'organisation médiatique en Algérie, afin de faire face au phénomène universel qui sont les réseaux sociaux. Malgré le soutien de l'Etat aux médias et à la presse et en dépit des progrès technologiques, "nos aînés ont échoué à créer un paysage médiatique professionnel... avec un contenu algérien diversifié", ..., soulignant que les réseaux sociaux "constituent un véritable concurrent"...

"Le journaliste aujourd'hui est en train d'être déclassé... nous devons... tous travailler pour relever le défi", a insisté M. Kaouane, précisant, ..., que pour créer un paysage médiatique de référence, "nous devons avoir une presse privée forte et une presse publique puissante".

En réponse à une question relative aux difficultés financières et aux problèmes juridiques dont est confrontée la presse électronique... le ministre a expliqué que le problème ne se pose pas au niveau de la législation, car, a-t-il précisé, "la loi or-

ganique sur l'information porte sur plusieurs points régissant la presse électronique". Et d'ajouter, "le problème réside dans le fait que certains journaux électroniques sont créés sans que leurs concepteurs ne prennent en charge les modèles économiques de leurs sites en quête de publicité".

A ce propos, Djamel Kaouane a réaffirmé la volonté... des pouvoirs publics à accom-

Kaouane....

Par ailleurs, le ministre de la Communication a évoqué la question du Fonds d'aide à la presse écrite, précisant que le dossier était en cours d'étude.... Au sujet du journaliste Adlane Mellah, condamné par la justice à un an de prison ferme, le ministre a expliqué que cette affaire "ne relève pas du délit de presse".

A une autre question liée à la carte du journaliste professionnel, M. Kaouane a répondu que son ministère avait assaini le fichier national, tout expliquant que c'est l'Autorité de régulation de la presse écrite (ARPE) qui prendra en charge l'attribution de ces cartes aux journalistes.

A propos de l'ARPE, le ministre a affirmé que "tout est fin prêt" pour son département, qui, a-t-il assuré, a achevé la préparation de son travail institutionnel. "Nous attendons nos collègues de la presse écrite pour parachever ce dossier et nous sommes en train d'intensifier nos efforts, nous allons y arriver", a expliqué l'hôte de Bouira.

C'EST LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



pagner et encadrer... cette presse, mais, a-t-il tenu à souligner, "cela ne veut pas dire qu'il faut lui assurer une rente publicitaire. Il n'en est plus question", avant d'appeler les propriétaires d'un journal électronique à penser d'abord au modèle économique de leur site...

"La presse électronique est récente, c'est facile de créer un journal électronique, mais on doit penser d'abord au modèle et au cadre économique afin de pouvoir attirer les opérateurs économiques et obtenir de la publicité", a souligné M.



13 Janvier 2019

Grandeur et misère du journalisme algérien en temps de hirak populaire

L'Histoire du journalisme dans le monde est jonchée de dynamiques collectives et d'actes professionnels individuels qui ont sédimenté et imprimé au métier les meilleurs chemins de se construire en forges multiples de résistance contre trois pouvoirs constitués à l'égard des droits humains : politique (et militaire en Etat de non-droit comme le nôtre), d'argent et de religion. Et ainsi de pouvoir tracer au mieux les règles et le sens de ses fondamentaux d'identité à même d'instituer son statut dans la société.

La production du journalisme d'Algérie en ce temps de neuf mois de vigoureux et pacifique hirak est marquée dans ses ressorts de survie contre les métastases des propagandes instituées depuis l'indépendance, renouvelées en versions soft de communication institutionnelle depuis le système Bouteflika. Cependant que via les nouveaux médias une communication sociale – même si souvent caco-

phonique – offre de formidables et libres expressions de l'opinion publique nationale. De fait, il en ressort de faibles contre-feux via les médias traditionnels. Ces contre-feux ranimés au lendemain du 22 février, sans que pour autant malheureusement il n'y ait eu depuis une forte dynamique d'organisation professionnelle des journalistes (incontournable processus à notre sens), se retrouvent confron-

tés gravement ces derniers jours, notamment dans les télévisions et radios de droit public au regain féroce des pires formes de censures exercées brutalement par les tenants du pouvoir. Dans le sillage de l'agenda médiatique militaire imposé par le commandement militaire, de nouvelles chefferies des offices de télévision et de radio du

Boulevard des Martyrs viennent de prendre les commandes avec pour mission principale de mettre fin aux «ouvertures contrôlées» de près de neuf mois, discréditer par tous les moyens le hirak populaire ; et accréditer la mascarade du scrutin présidentiel du 12 décembre comme seule solution immédiate possible.

Cette amulette est sans cesse ressassée par le général Gaïd Salah, et introduite en leitmotiv dans les journaux radiotélévisés, en contrebande car jamais questionnée à partir des principes fondamentaux de production du journalisme. Relayée par des officiants journalistes, elle tient lieu d'épine dorsale des programmes d'information des radios et télévisions gouvernementales, des télévisions commerciales offshore et de la majorité des journaux privés survivants encore, et en quémante de retour de services rendus pour l'après-scrutin.

Cette feuille de route est instaurée dans l'audiovisuel gouvernemental en redoutable retour aux années de plomb ; elle y crée un marécage de misère professionnelle. A la suite des télévisions qui ont sevré la nation de se voir en marches populaires festives de vivre-ensemble, les radios (sous monopole d'Etat, comme seule la Corée du Nord continue de le faire survivre) s'appliquent à rendre inaudibles les clameurs chroniques de la vox populi. Surréaliste est ce spot sonore d'autopromotion «La radio chaîne 3 au

cœur de l'information» ; surréalistes sont les journaux radiotélévisés de ce week-end gonflés d'infos bruits sur le Sahara occidental et l'Irak, et pas un mot sur la nation constructive neuf mois durant de son hirak.

C'est ainsi que sont inculquées les ficelles de propagandes dans les (mauvaises) écoles de communication : quand on ne trouve pas de recettes à même de produire une propagande/désinformation susceptible d'efficacité, on recourt à celle du fameux «trou de mémoire» imaginé par le visionnaire George Orwell. Il faut jeter carrément dans ce trou/oubliettes l'info ou l'idée – comme s'il était impossible, «la yadjouz», qu'elle soit. Le black-out orchestré Boulevard des Martyrs sur les manifestations populaires est de cette veine. Question intelligence de saisie des réalités, ce black-out est similaire au geste de l'idiot qui casse le thermomètre parce que son mercure montre trop. Cependant, la grandeur du journalisme d'Algérie demeure. Elle est bien plus forte que les misères d'embrigadement grotesquement administrées par les pouvoirs mal définis des temps actuels. Elle a sédimenté pour édifier une base de socle à la liberté de la presse depuis les premiers journaux de droit privé des années 90', contre la peste (de l'islamisme intégriste) et le choléra (du pouvoir politique). Au prix d'une centaine de professionnels massacrés, et de tant d'exilés...

C'est dans cet entre-deux de lumière et pénombre qu'il demeure bon et sain d'entrevoir encore et conforter de réception tant de signes nouveaux de riposte aux nouveaux dispositifs de répression de la liberté d'informer. Même si a priori ils peuvent paraître minimes, ces signes nous disent bien que de dignes journalistes algériens continuent de se battre contre les nouveaux jougs de domination. Point besoin de citer des noms de journalistes qui régénèrent la flamme de la grandeur du journalisme national : ils (elles) démissionnent de responsabilités administratives antinomiques avec leur conscience professionnelle ; ils (elles) refusent de réciter une copie à prétention de production journalistique ; ils (elles) produisent des reportages réellement «au cœur de la société». Parce que la conscience professionnelle en journalisme est de première ligne de défense de sa propre dignité, en partage avec son peuple.

Belkacem Mostefaoui

El Watan
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

24 Novembre 2019



La presse écrite en Algérie :

Positionnements médiatiques et enjeux linguistiques

Cette étude s'astreint à analyser les développements des supports journalistiques écrits au regard de leur distribution linguistique. Après avoir établi un état des lieux de la presse écrite en Algérie, cette recherche met notamment en exergue les discours d'évaluation et de compétition de quelques journaux. Il s'agit de déterminer la manière dont ces discours se manifestent et soulignent des postures au sein du même groupe linguistique et par rapport aux autres expressions linguistiques. L'analyse suggère que, peu à peu, les oppositions linguistiques ser-

vent à la fois à gagner les adhésions idéologiques des lecteurs et des positionnements économiques pour chacun des titres de presse. La presse écrite et les médias en Algérie connaissent un développement indiscutable ces dix dernières années. En effet, ils représentent de plus en plus un support essentiel de la communication sociale et culturelle. Les pouvoirs publics et les entreprises privées qui interviennent dans ces secteurs entretiennent une collaboration évidente, mais sont également en

compétition pour contrôler, maîtriser ou s'approprier des segments importants du marché de la presse et des outils médiatiques liés aux nouvelles technologies de la communication. Si l'enjeu économique est patent, celui des usages des langues est un facteur déterminant. Cette importance tient au fait que ce sont des secteurs qui connaissent le plus d'investissements des langues écrites et parlées dans l'échange, la consommation et l'expression culturelle et sociale. De ce fait, ils présentent l'avantage d'être des observables essentiels pour tenter d'évaluer la réalité d'un plurilinguisme dynamique et de mesurer les caractéristiques les plus marquantes de ce qui se définirait comme une forme de pluriculturalisme. Cette étude met en exergue la part la plus visible du dispositif structurel et économique de la presse dans son articulation avec les langues en présence en Algérie. C'est dans ce contexte que nous considérons que la lecture de la presse et les usages de l'Internet profilent, entre autres, des pratiques qui mettent en concurrence des langues et des univers culturels et sociaux. Ces pratiques définissent par conséquent une composante essentielle du paysage de la diversité culturelle en Algérie et déterminent de nouveaux espaces publics/privés d'expression : Techniciens de la mondialisation ou simples acteurs-participants, à la fois producteurs et consommateurs, les uns et les autres constituent à leur échelle des communautés qui, à l'image des grandes multinationales, sont interstitielles, fluides, fondées sur l'échange de communication, autant de traits qui constituent une définition très minimale d'un "espace public". Il sera également question du dispositif particulier de la presse algérienne dans son positionnement concurrentiel dans lequel interviennent autant les facteurs linguistiques qu'économiques. Ce dernier aspect, souvent méconnu, nous incite à examiner quelques manifestations de cette légitimation de l'image de certains titres de presse dans un processus qui est à la fois conflictuel et performatif. Le développement de la presse est un des indicateurs les plus significatifs quant à la singularité du champ médiatique algérien et un cas intéressant de profils linguistiques en compétition. Il se révèle, depuis une vingtaine d'années, comme un des secteurs culturels qui a le plus bénéficié de l'ouverture démocratique de la fin des années 80, et un des segments de l'industrie culturelle qui s'est ouvert le premier aux investissements privés nationaux. Cette dynamique a mis en perspective une forte diversification tant dans les orientations idéologiques que dans les contenus. Les sondages et statistiques autour de la production et de la vente de presse sont relativement fournis, mais se révèlent plus axés sur le processus commercial que sur l'impact culturel. Ils ont l'inconvénient pour certains d'entre eux d'être commandités par les organes de presse eux-mêmes, et d'être commentés souvent dans un esprit de valorisation et de promotion du journal. La compétition linguistique entre organes de la même langue ou entre périodiques francophones et arabophones cache à peine des considérations prosaïques de parts de marché et d'hégémonie commerciale. Souvent seuls les tirages sont mentionnés alors que l'on ne dispose d'aucune indication fiable sur les invendus. Néanmoins, nous pouvons estimer qu'avec certains de ces chiffres, nous disposons des ordres de grandeur qui per-

mettent d'observer des dynamiques qui sont tout à fait instructives. Il est de ce fait essentiel de situer l'évolution de la presse à la fois au plan quantitatif et qualitatif et de montrer la distribution linguistique qu'elle donne à voir... La première constatation est bien le fait que la lecture d'un quotidien est largement dominante dans la lecture de presse en Algérie. De ce point de vue, l'Algérie est très proche des normes proposées par l'UNESCO. Si l'on compte, pour les quotidiens, un nombre presque égal de titres arabophones et francophones... Mais si l'on admet à l'évidence un très fort développement du lectorat de la presse arabophone, cette tendance s'accompagne d'une plus grande concentration de parts de marché entre un nombre restreint de titres. Trois quotidiens (Echourouk, El Khabar, Enahar) représentent aujourd'hui la grande part des ventes et donc de lecteurs de presse quotidienne en arabe. La presse quotidienne de langue française, qui a connu une expansion moins spectaculaire, représente un éventail un peu plus large de quotidiens nationaux : les journaux EL Watan, Le Quotidien d'Oran, Liberté, Le Soir d'Algérie, L'Expression représentent le plus fort taux de vente au niveau national. Avec l'élargissement de l'arabisation aux nouvelles technologies, et la baisse de la lecture qui touche toute la presse des deux langues au profit de l'Internet, certains observateurs prévoient à long terme la diminution et du lectorat de la presse de langue française et du nombre de ses titres... Il faut signaler la place, encore modeste, de journaux électroniques algériens d'information, essentiellement francophones (avec quelques cas de version en arabe)...

Tous ces indices, qui méritent d'être corrélés à d'autres variables montrent que nous sommes bien en face d'une double immersion culturelle au travers de la lecture de presse massivement arabophone en terme quantitatif, et d'un ancrage diversifié de la presse francophone en terme qualitatif. Mais ce que configure cette forte présence de la presse (une des plus denses en Afrique et dans le Monde Arabe), c'est bien une pratique de la lecture préférentielle. On voit dans certaines enquêtes partielles qu'elle est souvent le seul support de lecture pour une majorité d'Algériens alphabétisés... Nous pouvons constater que si, jusqu'au début des années 2000, les enjeux linguistiques en terme d'hégémonie sociale et symbolique se sont cristallisés autour du système éducatif (programmes d'enseignement et place des langues nationales : arabe, tamazight et des langues étrangères), un déplacement considérable s'est effectué depuis lors au bénéfice de la presse, des médias et des nouvelles technologies de la communication. Ces changements marquent au plan économique la part dominante de l'initiative du capital privé au détriment des institutions publiques, et rendent compte du rôle de plus en plus puissant de certains grands groupes de presse et de médias...

Hadj Miliani



1/2013

Salima Tlemçani : être femme journaliste en Algérie

Grand reporter pour le quotidien El Watan depuis 24 ans, Salima Tlemçani est une icône de la société algérienne. Très active pendant la sanglante décennie noire, où son nom s'est retrouvé sur une liste de personnes condamnées à mort, elle raconte son combat de femme journaliste en Algérie. Elle dresse aussi un constat amer sur la liberté de la presse et sur l'avenir de sa profession. Une voix libre et courageuse.

Elle avait, la première, en juillet 2001, révélé le sort des Algériennes qui cherchaient leur avenir à Hassi Messaoud, l'eldorado pétrolier en plein désert. Salima Tlemçani a raconté dans les colonnes de son journal, le quotidien francophone El Watan la sombre réalité de ces pionnières parties tenter leur chance pour une vie meilleure. Une enquête qui fait froid dans le dos. "Ces femmes étaient suivies, attaquées chez elles, battues, parfois torturées, sou-



vent violées, systématiquement dépouillées de leurs biens et enfin menacées de mort si jamais elles parlaient. Leurs agresseurs : des hommes, semble-t-il du coin, agissant en bandes, armés de grands couteaux, de gourdins et de haches. Les victimes : des femmes seules, originaires du nord de l'Algérie, venues chercher du travail dans cette ville théoriquement ultrasécurisée".

Un reportage, parmi d'autres, pour lequel la journaliste fut récompensée de prix multiples. Un petit réconfort pour cette plume toujours menacée en son pays, qui signe ses chroniques d'un pseudonyme et qui préfère ne pas apparaître. Rencontre

Se retrouver sur une liste de journalistes condamnés à mort, c'était très dur à supporter et à vivre

Salima Tlemçani

Comment êtes-vous devenue

journaliste ?

Salima Tlemçani : Je n'ai pas fait d'école de journalisme mais des études de biologie marine. Ma spécialité était l'aquaculture. C'était à l'époque du parti unique où seuls les journaux privés existaient. J'ai profité des événements de 1988 et la création de journaux en 1990. J'ai alors proposé des articles sur l'environnement. Mon premier reportage a été publié dans un hebdomadaire qui s'appelait « l'Eveil » et qui n'existe plus aujourd'hui. Il appartenait à un parti islamiste qui a disparu maintenant. Je voyais l'ambiance. C'était au début des années 90. J'étais la seule femme au milieu de ces hommes, je ne portais pas le voile en plus. J'ai ensuite intégré un autre journal, « le quotidien d'Algérie ». J'y ai travaillé de 91 à 92 puis j'ai rejoint l'équipe d'El Watan.

Avec les années noires, votre travail à El Watan a rapidement évolué...

Salima Tlemçani : J'ai travaillé sur des questions environnementales au début. J'ai mené des enquêtes économiques, mais jamais je n'aurais pensé qu'un jour je pourrais me transformer en « croque-mort », devenir

quelqu'un qui compte les cadavres. C'était la situation sécuritaire qui l'imposait. Je voyais mal comment continuer à écrire sur l'environnement alors que dans chaque coin de rue, il y avait des dizaines de morts, des collègues qui se faisaient assassiner. Je me retrouvais plongée dans des conditions extrêmement difficiles car c'était une période où on ne faisait plus son métier. On faisait en sorte de faire tourner un journal. C'était un combat de chaque jour pour que le journal soit dans les mains des lecteurs. C'était une question de vie ou de mort. Les terroristes s'attaquaient aussi aux femmes, et particulièrement à celles qui ne portaient pas le foulard.

Comment gériez-vous cette peur ?

Salima Tlemçani : Se retrouver sur une liste de journalistes condamnés à mort, c'était très dur à supporter et à vivre. Vous finissez par côtoyer la

mort au quotidien et vous finissez par admettre que vous allez mourir, votre seul souhait est que ça soit une mort immédiate. Pas une mort de souffrance, égorgée avec un couteau non aiguisé, ou torturée, ou violée ou je ne sais quoi. Pendant 10 ans, oui j'ai eu peur. Peur de perdre un membre de ma famille, tué à cause de moi. J'ai vécu avec la peur de me retrouver entre les mains d'un groupe aussi sanguinaire que sauvage. J'ai vécu avec la peur d'arriver au bureau et d'apprendre la mort d'un collègue, assassiné. Quand le geste le plus banal, d'aller acheter des croissants à côté, juste là, en bas de la maison, devient dangereux, c'est fini. Vous entrez dans une spirale infernale et votre seul compagnon c'est la peur.

Qu'est-il advenu de cette peur ?

Salima Tlemçani : C'est fini. Elle n'existe plus.

Quelle est la situation de la presse algérienne aujourd'hui ?

Salima Tlemçani : La presse vit une situation complètement différente de celles des années 1990. On est entré dans une situation que la presse occidentale a vécue aussi et qui est toujours d'actualité. C'est le poids des lobbys financiers de plus en plus important dans les rédactions. Je me demande parfois si ce n'est pas la fin de la presse. D'un côté on vous étouffe financièrement, d'un autre il y a des magnas de la finance qui sont prêts à racheter toute la presse.

Le combat a changé de visage et de forme ?

Salima Tlemçani : Les mentalités rétrogrades et l'idéologie islamiste avancent d'une manière incroyable au sein de la société. C'est moins flagrant et plus insidieux. C'est très pernicieux au sein de l'école. Le combat au début, c'était pour la vie contre la mort. Maintenant, c'est plutôt pour des principes, des idéaux et valeurs que l'on est obligés de se battre au quotidien.

On a affaire, non pas à des groupes extrémistes qui sont des ennemis identifiés, mais à la société en grande partie. Des intellectuels parfois, des journalistes, des hommes politiques qui, lorsqu'il s'agit des droits des femmes, vous disent que cela n'est pas

prioritaire et on passe à autre chose.

Le code de la famille conditionne-t-il trop la société algérienne ?

Salima Tlemçani : Le code de la famille c'est la source de toutes les violences à l'égard des femmes.

Instauré en 1884 et inspiré de la Charia, le "Code de la Famille" algérien dénie l'égalité homme-femme, notamment en matière de mariage, divorce et tutelle des enfants. Fortement défendu par les islamistes conservateurs.

A retrouver dans Terriennes :

Mais il est considéré comme normal puisque nous sommes un pays musulman. Le problème c'est la Charia, qui n'est appliquée que lorsqu'il s'agit de la femme et de l'enfant. On ne l'applique pas quand il s'agit d'importation d'alcool, de prostitution, de corruption. Les lois sont universelles, alors pourquoi le Coran ne s'applique qu'aux femmes et aux enfants ? Parce que la femme et la famille constituent le socle de la société et changer cela c'est changer la société. Il y a un donc un refus de changer et donc un refus de lâcher l'emprise sur la femme et la famille. C'est ça qui se passe aujourd'hui. C'est un combat.

Les sujets sur les femmes sont souvent relégués au second plan

Salima Tlemçani

Ce combat existe-t-il dans les rédactions ?

Salima Tlemçani : Oui. Les sujets sur les femmes et sur la société sont souvent relégués au second plan. Pour les mettre en avant, c'est difficile. On est toujours à transformer la date du 8 mars, à lui donner un cachet folklorique, à offrir des roses ou embrasser les femmes. Mais vous savez au fond, ceux-là mêmes qui sont les premiers à offrir des roses violentent leurs épouses et ne laissent pas leurs filles aller à l'école. Voici les paradoxes que l'on vit quotidiennement et qui nous mettent en situation de militante engagée. C'est un combat éternel qui n'en finit pas.

Aujourd'hui en Algérie, 65% des diplômés sont des femmes, mais seulement 17% d'entre elles travaillent (Source Le Monde- 2014). Pourquoi ?

Salima Tlemçani : Vous savez, on vit une situation paradoxale : des filles réussissent très bien, elles sont au premier rang et obtiennent les meilleures notes. Sur les 100

meilleurs bacheliers, plus de 70 sont des filles. Malheureusement, quand elles dépassent l'étape de l'université, la donne change car il y a le problème du mariage. Si on monte dans l'échelle sociale, elles sont aussi de moins en moins nombreuses. Il y a un problème de chances d'accès aux postes à responsabilité et c'est très révélateur. Il y a une réticence sociale, même au sein des partis les plus démocrates. Par exemple, le parti le plus ancien, le FLN, n'a qu'une seule femme au niveau du bureau politique. Ça vous donne une idée de la réticence, de l'opposition à l'accès des femmes aux postes décisionnaires.

D'où vient cette réticence ?

Salima Tlemçani : Moi je dis toujours que cela renvoie au regard réducteur que l'homme porte à la femme. Je suppose que ce n'est pas particulier à un pays comme le nôtre, on le voit aussi ailleurs. Mais cela devient plus prononcé car nous vivons des situations très particulières, notamment liées à la progression de l'intégrisme et d'idéologies traditionnelles qui viennent s'imbriquer et qui font qu'aujourd'hui celles qui occupent des postes à haute responsabilité sont moins nombreuses.

Il faut être capable de sacrifier sa vie privée, sa famille, son temps, ses amis, car on vous voit toujours comme quelqu'un qui va répéter ce que vous allez dire. C'est ça le journalisme

Salima Tlemçani

Cela fait 26 ans que vous êtes sur le terrain. Quel regard portez-vous sur la nouvelle génération de femmes journalistes ?

Salima Tlemçani : Oh, c'est difficile. En fait la nouvelle génération n'est pas encadrée. C'est une génération qui a été scolarisée pendant la période de terrorisme. Les forces militantes et associatives avaient déserté l'école et l'université. L'idéologie rétrograde y a donc progressé. Vous allez trouver peut-être dans le lot, mais de façon très minime, des journalistes qui viennent vers le métier parce qu'ils l'aiment, parce qu'ils veulent défendre des valeurs et des principes. La plupart d'entre eux viennent vers ce métier parce qu'ils veulent un salaire. La preuve, c'est que sur le terrain, vous trouvez peu de jeunes qui enquêtent.

Diriez-vous que le journalisme algérien perd son âme ?

Salima Tlemçani : Disons oui. Pratiquement. (Silence). C'est très dur de le dire, mais c'est une réalité. Les facteurs sont nombreux. Vous avez le poids des islamo-conservateurs comme je les appelle, le poids des lobbys financiers car cela les intéresse d'avoir une presse médiocre, qui n'est qu'un relais à la solde du gouvernement, la voix du maître. Et il y a aussi un gouvernement qui veut une presse docile malléable et corvéable. C'est un tout. Il y a aussi les directeurs des organes de presse qui ont une part de responsabilité. Il y a eu une période très faste où ils se sont fait beaucoup d'argent. Et aujourd'hui cela ne les intéresse pas d'aller vers la qualité du produit. Ils se contentent du peu qu'il y a, pourvu qu'il y ait de la publicité, pourvu que la manne continue à renflouer les caisses.

Que diriez-vous à une jeune femme qui souhaite devenir journaliste en Algérie ?

Salima Tlemçani : C'est un dur métier, surtout pour une femme. Vous savez, le taux de célibat est beaucoup plus important pour les femmes qui évoluent, travaillent et réussissent. Celles-là, soit se marient très tard, soit ne se marient pas. Parce qu'elles font peur. Elles ne sont pas dociles, elles posent trop de questions, elles sont tout le temps absentes... C'est une réalité amère. Pour venir vers ce métier il faut être bien armé, avoir des idéaux forts pour lesquels on est prête à se sacrifier. Il faut être capable de sacrifier sa vie privée, sa famille, son temps, ses amis, car on vous voit toujours comme quelqu'un qui va répéter ce que vous allez dire. C'est ça le journalisme.

Nous nous sommes forgés dans le sang

Salima Tlemçani

N'avez-vous jamais regretté d'exercer ce métier ?

Salima Tlemçani : Je regrette beaucoup de choses. (Silence). Je regrette d'avoir perdu 10 ans de ma vie par exemple. (Silence). C'est un peu particulier parce que nous avons traversé la période la plus difficile. La presse privée a commencé avec le terrorisme. Nous le printemps arabe, on a connu ça en 1990. Pour nous, c'était une nouvelle étape, avec un son de cloche différent, avec un succès terrible sur le terrain. C'est à ce tournant, là où on devait aller vers le professionnalisme... Le terrorisme a freiné beaucoup d'élan. Certains ont

dû quitter le pays. D'autres ont été assassinés. Ceux qui sont restés ici... Nous nous sommes forgés dans le sang.

Comment voyez-vous l'avenir du journalisme en Algérie ?

Salima Tlemçani : Aujourd'hui, à défaut d'un syndicat fort qui défende les journalistes, à défaut d'un conseil d'éthique qui soit un garde-fou quand il y a diffamation ou insulte, à quoi vous attendez-vous ? Attendez-vous à des dérives extrêmement importantes. Les responsables des médias ne font rien pour changer les choses. Ils se renvoient la balle, sous prétexte que celui-là est proche du

gouvernement, celui-là dépend de l'opposition, celui-ci des hommes d'affaires. Nous sommes à un virage extrêmement dangereux. Je m'inquiète vraiment pour l'avenir de la corporation. Que sera-t-elle demain ? Je peux dire que ce sera très noir, mais sait-on jamais, un sursaut pourrait tout changer ? Comme en 88-90 ? Je ne sais pas si l'avenir sera bon. Si cela continue à ce rythme la presse va vers sa mort, ça c'est certain.

C'est un constat très sombre...

Salima Tlemçani : Je sens que je ne suis plus en train d'avancer. Je sens qu'il n'y a plus rien. C'est un tout, c'est un environnement, une situa-

tion politique... Peut-être qu'il se passe quelque chose. Malheureusement nous n'avons ni syndicat ni conseil d'éthique, c'est la corporation la plus désorganisée qui puisse exister. Vous vous retrouvez toute seule. Nous sommes un groupe de journalistes qui réfléchissent. Mais que peut-on faire ? Rien.

Propos recueillis par Esthere Garnier et Damien Miloch



30 Février 2017

Presse sportive algérienne (1962-2016) :

Evolution constante face aux défis du numérique

La presse sportive algérienne a connu une "évolution" certaine mais reste menacée et doit résister aux défis imposés par les télévisions, sites électroniques et réseaux sociaux qui montent en puissance.

Dans un paysage qui est en train de connaître un grand "boom" en matière de nombre de journaux spécialisés, la presse sportive algérienne tente tant bien que mal de faire face à la réalité du terrain, parfois truffé d'embûches pour permettre aux lecteurs d'être informés.

L'avènement de l'Internet, représenté notamment par les réseaux sociaux, a fini par porter préjudice à la presse sportive en Algérie, dont le nombre de titres a dépassé la barre de 10, estiment les observateurs. Pour Saïd Selhani, membre fondateur du quotidien Echibek en 1993 et ancien responsable du service des sports de l'agence Algérie-Presse-Service (APS), "la presse sportive algérienne a, certes, évolué en termes de pagination puisque le lecteur a droit désormais à plus de 450 pages quotidiennes de sport, mais l'avenir de la presse écrite reste sérieusement menacée par l'avènement du numérique". Honoré le 15 février dernier lors de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de football (FAF) pour l'ensemble de sa carrière dans le journalisme sportif, Selhani a relevé la "différence de contenu" entre la presse d'hier et celle d'aujourd'hui. "Durant les années 1970-1980, on ne se contentait pas de relater les matchs de football ou bien de rapporter l'information telle quelle, mais il y avait de vrais débats sur le sport en général, notamment avec la réforme sportive de 1977. Aujourd'hui, on cherche plutôt le sensationnel aux dépens d'autre chose", a-t-il regretté, à la veille de la célébration de la journée mondiale de la Liberté de la presse, le 3 mai de chaque année. Se projetant sur l'avenir de la presse sportive algérienne, Selhani s'est dit "sceptique", notamment avec "la crise financière qui sévit" et "le niveau de formation, notamment pour les journalistes arabophones".

Le secteur public lâche prise, le privé prend le relais

Messaoud Kadri, membre fondateur du premier journal sportif en arabe, El-Mountakhab en 1985, a estimé de son côté que la presse sportive était "l'otage de certains journalistes qui confondent entre objectivité et devoir de transmettre l'information sans parti pris". Egalement honoré lors de la dernière AGO de la FAF, Kadri a indiqué que la presse sportive "bénéfici(ait) actuellement de tous les moyens nécessaires pour mener à bien sa mission d'informer, contrairement au passé". Et d'enchaîner : "C'est vraiment regrettable de voir des journalistes se

transformer en supporters le jour des matchs de leurs clubs favoris. Ils ne se gênent pas d'afficher leurs préférences dans la tribune de presse. Je me demande avec quelle manière ce journaliste transmettra l'information au lecteur sans utiliser ses sentiments". Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie en 1962, quatre quotidiens (deux en arabe et deux autres en français), dominaient le paysage médiatique national avec un espace dédié au sport en général et au football en particulier. Le quotidien francophone El Moudjahid était le premier à consacrer dès 1966 une place aux informations sportives avec son supplément "Sports actualités" qui paraissait chaque week-end. 1972 verra le lancement du premier hebdomadaire sportif francophone, El-Hadef, dont la rédaction était composée de journalistes issus du quotidien El-Nasr. Il fallait attendre 13 ans pour assister à la naissance de l'hebdomadaire El-Mountakhab. Ces deux derniers titres qui appartenaient au secteur public ont disparu avec l'avènement du pluralisme au début des années 1990. Le secteur privé avait alors pris le relais pour essayer de dominer un marché "vide". En 1991, l'actuel ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, lança "Sada El-Malaïb", consacré à l'actualité footballistique nationale et internationale. En mai 1993, Echibek voit le jour, suivi quelques mois plus tard par l'hebdomadaire Compétition, devenu quotidien en 2007. Echibek, toujours en vente, est considérée actuellement comme le doyen de la presse sportive nationale. En 1999, El Heddaf, suivi deux années plus tard par Le Buteur, ont permis au champ de la presse sportive algérienne d'avoir plus de "concurrence". Depuis, plusieurs titres à l'image de Planète Sport, El Khabar Erriadhi et autre Maracana, tentent de s'imposer en séduisant des lecteurs de plus en plus exigeants. El Heddaf a même lancé sa chaîne de télévision. Les 2 et 3 avril derniers, Alger avait abrité un séminaire des journalistes sportifs africains, organisé en marge de la 10e Convention internationale du sport en Afrique (CISA). Durant cette rencontre, des journalistes venant d'Algérie, du Kenya, de Tunisie, du Burkina Faso, du Togo, du Sénégal, de Mauritanie et du Cameroun ont débattu de sujets en relation avec la réalité de la presse sportive africaine et évoqué les problèmes auxquels la corporation est confrontée.



04 Mai 2016

Algérie : une révolution aussi pour les médias

Six mois après le début de la contestation en Algérie, comment se porte la liberté de la presse?? Éléments de réponse avec les journalistes invités à l'Institut du monde arabe.

Vendredi 22 février 2019... les plus grandes artères de la capitale, Alger, sont bondées. Drapeaux algériens et kabyles, panneaux représentant le chiffre 5 barré d'un trait rouge, ... des militants des droits de l'homme parlent de 800 000 manifestants ; l'interdiction de manifester en vigueur à Alger depuis 2001... de nombreux médias du pays relaient l'information,...

Depuis, Abdelaziz Bouteflika a démissionné. Et les péripéties des cadors du « système » algérien font, presque chaque semaine, la une des journaux... La révolution politique rime-t-elle avec révolution des médias? La question a été l'objet d'un débat à l'Institut du monde arabe, vendredi 14 juin, dans le cadre du festival Arabofolies.

Les journalistes toujours sous pression

.. pour Khaled Drareni, fondateur de Casbah Tribune, les choses n'ont pas vraiment changé pour les journalistes. « La liberté de la presse n'a pas drastiquement évolué depuis le 22 février, déplore-t-il. Les reporters continuent de subir des pressions, ... quand ils s'aperçoivent que vous couvrez les manifestations, vous lâchent. Et on a encore du Les chargés de communication, par exemple, censés nous aider dans notre travail, sont aux abonnés absents. »

... « le ministère de la Communication a fait passer un message aux médias... », explique Éric Chol, rédacteur en chef de Courrier International. Instruction a alors été donnée de parler... les revendications économiques des Algériens, plutôt que du rejet du cinquième mandat ». Lynda Abbou acquiesce : « On est toujours soumis à la censure et aux coupures Internet. »

« Une fenêtre ouverte »

Malgré une contestation acquise dans... tout le pays, faire son métier de journaliste reste donc difficile... Mais, pour Éric Chol, « la révolution a laissé une fenêtre ouverte ». « C'est vrai que... la colère des journalistes s'exprime enfin, admet Omar Belhouchet, fondateur d'El Watan... Une révolte des journalistes des médias publics « historique », pour Khaled Drareni. « La contestation nationale a libéré la parole. Aujourd'hui, la peur a changé de camp. » « Des journaux qui n'osaient même pas dire que le président était malade parlent désormais de la révolution », pense lui aussi Omar Belhouchet.

Une opportunité pour la presse en ligne ?

Une respiration dont pourrait bien profiter la presse en ligne. Car, si la contestation grouillait de toutes parts, Internet lui a donné un sérieux coup de pouce... « ... la presse électronique a gagné en audience, explique Lynda Abbou. Les Algériens, qui avaient eu le sentiment d'assister à un jour historique ce 22 février, ont été incrédules de voir qu'à la télé on n'en parlait pas. » La confiance dans les médias publics... a été définitivement rompue... la presse en ligne bénéficie d'une bonne image auprès de la population. Une carte à jouer pour les entrepreneurs de la presse électronique, dans un pays en pleine révolution contre le pouvoir. ... une plus grande marge de manœuvre éditoriale. « Nous avons davantage de liberté d'expression que nos confrères du papier, admet Lynda Abbou. Eux peuvent

subir le chantage des imprimeurs de l'État. Si un papier ne plaît pas, le journal n'est pas imprimé.

Le Point.fr

Marlène Panara

14 Juin 2019

La presse électronique en Algérie : un secteur en quête de reconnaissance

Les dernières poursuites judiciaires engagées contre six journalistes algériens, se revendiquant de la presse électronique, relance le débat sur le statut, le rôle et l'avenir de ce nouveau modèle médiatique en Algérie. Bien que citée dans la loi sur l'information de 2012, la presse électronique en Algérie continue de fonctionner sans statuts, sans règles et sans éthique parfois. Une anarchie totale caractérise, aujourd'hui, ce secteur au point de ne pas connaître le nombre de médias électroniques exerçant dans le pays...

La création du SAEPE :

un pas en avant

L'initiative prise par quelques journalistes de lancer le Syndicat algérien des éditeurs de la presse électronique (SAEPE) mar-

que un pas en avant dans la régulation de ce secteur livré à lui-même. Le regroupement des éditeurs de la presse électronique dans un cadre bien défini permettra d'identifier tous les acteurs du domaine et de faciliter les pourparlers avec les autorités concernées. La fixation des règles d'éthique se fera plus facilement avec l'existence d'un syndicat. Ce syndicat demande au ministre de la Communication des mesures concrètes pour lever ce qu'il appelle « l'embargo institutionnel dont est victime la presse électronique », en dépit de sa reconnaissance légale dans le texte de loi de 2012. Il demande également « l'ouver-

ture d'un dialogue direct » avec le ministère de tutelle autour des propositions constructives contenues dans « notre projet de pacte d'avenir pour l'émergence des médias électroniques en Algérie ». Pour le syndicat, il est injuste que l'Etat impose des impôts aux médias électroniques et refuse en même temps de leur accorder le statut de média comme la presse papier...

Une autorité de la régulation s'impose

En plus de la création d'un syndicat corporatiste, une autorité de régulation s'impose pour faire de la presse électronique une réalité et un acteur à part entière de la scène médiatique nationale. Une mise en place de cette autorité fixera le cadre à respecter et identifiera tous les acteurs du domaine et contribuera à la promulgation d'un statut aux médias électronique. Elle rappellera également à l'ordre chaque média qui viole les règles professionnelles. Les membres de cette autorité devraient être élus par les journalistes de la presse électronique.

A. S.



10 Novembre 2018

ECONOMIE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION EN ALGERIE

De l'aventure intellectuelle à la mésaventure économique



Première étape : l'aventure intellectuelle

Pour ce qui concerne le marché algérien de la communication en général et celui de la presse en particulier, nous avons une première étape allant de mars-avril 1990 (loi relative à l'information libéralisation le champ médiatique...) à la fin des années 1990.

Cette étape a été marquée par ce que l'on a coutume d'appeler l'aventure intellectuelle, tout particulièrement dans la presse écrite, la publicité ainsi que la production audio-visuelle.

Des journalistes dit « indépendants » ... sont sortis du secteur public et sont allés créer les premières entreprises de presse privées afin, certes, de réussir commercialement, mais surtout de contribuer à l'émergence et au développement d'une information de service public et d'intérêt général... On est, ainsi, vite arrivé à l'existence de plus de 250 titres de presse écrite... A noter que durant cette étape de démarrage, certains journaux privés ont rapidement connu un certain succès grâce à l'aide désintéressée, il fallait le croire, d'entreprises n'ayant rien à voir avec la presse : une aide en matériels informatiques... parfois des locaux, souvent de la publicité et peut-être un peu d'argent...

On a vu des sortes de stratégies... « d'infiltration » dans les directions des entreprises : l'insécurité ambiante dès l'époque (décennie rouge) qui a suivi... n'a pas favorisé la stabilité et

la vigilance des rédactions : les journalistes les plus expérimentés... se sont vus obligés de se cacher ou de s'exiler... On assiste alors à une autre démarche : de « l'infiltration » à « l'appropriation d'une bonne partie du capital afin d'obtenir la majorité des actions... Cette appropriation était d'autant plus aisée que la plupart des nouveaux « gros investisseurs », surtout des industriels ou de gros commerçants détenaient des parts de marché de la publicité...

Deuxième étape : la libéralisation

Nous avons ensuite une deuxième étape allant de la fin des années 90 à la fin des années 2000 accompagnant une « libéralisation » encore plus large de l'économie nationale, en état de « réforme ». Cette étape est marquée par ce que l'on pourrait appeler, pour la presse, « l'aventure commerciale »... On assiste à l'accélération du mouvement, non encore de concentration, mais surtout d'appropriation de la totalité des capitaux des entreprises existantes... toujours avec l'aide d'un journaliste ou d'un groupe de journalistes, ces derniers obligés qu'ils sont... à chercher du travail, et tout heureux de le trouver en un temps de gros chômage...

Les exemples sont connus : des entreprises industrielles, commerciales privées et des personnalités ou personnages politiques sont souvent cités... Parfois, ce sont de simples « affairistes » à l'affut d'un placement qui rapporterait d'une manière ou d'une autre : un hôtelier, un impres-

neur, un restaurateur, un concessionnaire automobile... Les partis politiques ne sont pas en reste... ils créent par le biais d'entreprises SARL commerciales, des journaux (surtout des périodiques) qui défendent leurs orientations...

Troisième étape : la mésaventure néolibérale

Elle va des années 2000 à nos jours... Cette étape est marquée par l'apparition lente mais inéluctable d'un nouveau modèle économique de la presse, que l'on pourrait appeler « l'aventure industrielle et commerciale ». Bien sûr, rien n'est conçu à l'avance et tout est spontané, comme s'imposant de lui-même... On relève donc que, depuis le début de la décennie, et cela est allé en s'accélération, les journaux font face à de nombreuses difficultés mettant en péril leur existence même... A partir de 2015, la crise financière a précipité le mouvement de contraction des marchés internes, obligeant ainsi des titres – dont les propriétaires et animateurs sont plus journalistes ou affairistes que gestionnaires – à « mettre la clé sous le paillason ».

Quatrième étape :

A noter qu'une quatrième étape s'annonce déjà encore plus rude, avec la fin des 2010. C'est celle de la communication électronique... Le paysage médiatique numérique est inondé de sites, de blogs et de qui est communément appelé « réseaux sociaux », pratiquant le journalisme de manière informelle et même anarchique, sans respect du minimum de règles d'éthique et de déontologie et absorbant une part de plus en plus importantes des utilisateurs... Une enquête récente... a avancé le chiffre de 16,1 millions d'internautes et 14,1 millions d'utilisateurs des médias sociaux contre 16,7 millions de téléspectateurs, 3,4 millions d'auditeurs de la radio et 2,6 millions de lecteurs de presse écrite...

AHCENE-DJABALLAH, Belkacem



N°37 2019

Les blocages d'Internet ont fait perdre 200 millions de Dollars à l'Algérie en 2019

Le blocage de l'accès à Internet a coûté à l'Algérie des pertes financières estimées à 199,8 millions de Dollars en 2019, rapporte l'agence Ecofin citant une étude réalisée par TOP10VPN, l'un des principaux sites web d'examen de VPN.

Selon cette étude, l'accès à Internet a été bloqué en Algérie l'année dernière pendant 50 heures, privant ainsi 19,7 millions d'internautes algériens.

Top10vpn.com relève dans son étude que « chaque blocage de l'accès à Internet ou de l'accès aux réseaux sociaux en 2019 est survenu le plus souvent en réponse à des manifestations ou à des troubles civils, en particulier dans un contexte d'élections, pour restreindre le flux d'informations et maintenir une emprise sur la population ».

L'étude souligne que ces atteintes à l'accès à Internet ont non seulement entaché « la confiance des investisseurs » mais ont également affecté « la liberté d'expression et le droit à l'information des citoyens ».

A ce propos, il convient de rappeler

Introduction Cost By Region **Cost by Country** Blocks by Platform More ▾

Rank	Country	Shutdown Duration (Hrs)	Shutdown Total Cost	Internet Users
1	Iraq	203	\$2,319.5M	10.0M
2	Sudan	1,560	\$1,866.3M	12.5M
3	India – specific regions ^[1]	4,196	\$1,329.8M	8.4M
4	Venezuela	171	\$1,072.6M	20.7M
5	Iran	240	\$611.7M	49.0M
6	Algeria	50	\$199.8M	19.7M
7	Indonesia ^[2]	416	\$187.7M	29.4M
8	Chad ^[3]	4,728	\$125.9M	1.0M

qu'en Algérie, les restrictions de l'accès à Internet étaient récurrentes en 2019. (...) Les autorités ont également bloqué internet lors des examens de fin d'années, BAC, BEM et sixième qui se sont déroulés l'été dernier, et ce, pour éviter les fuites des sujets des examens souvent partagés sur les réseaux sociaux.

Les blocages d'Internet ont fait perdre 2,16 milliards \$ à l'Afrique subsaharienne en 2019

subsaharienne semble la région la plus touchée par les blocages de l'accès à Internet. En effet, les restrictions de l'accès à Internet ont fait perdre à cette région de l'Afrique 2,16 milliards de dollars et 7 800 heures de blocage.

Le Tchad est actuellement le pays qui a affiché la plus long blocage d'accès aux plateformes sociales avec une restriction qui a duré 4 728 heures et a entraîné une perte financière de 125,9 millions de dollars au pays.

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord a connu une durée de blocage de l'accès à Internet de 577 heures, entraînant des pertes financières totales de 3,135 milliards de dollars.

La même étude précise que le monde a enregistré une perte financière de 8,05 milliards de dollars suite aux divers blocages de l'accès à Internet et aux réseaux sociaux survenus au cours de l'année 2019.

Cost By Region

The following table shows the total economic cost of all major internet shutdowns in 2019 by global region, as measured in USD.

Region	Shutdown Duration (Hrs)	Shutdown Total Cost
Middle East & N. Africa	577	\$3.135BN
Sub-Saharan Africa	7,800	\$2.16BN
Asia	9,677	\$1.68BN
South America	171	\$1.07BN
Global	18,225	\$8.05BN

Algérie : Vers l'annulation de la loi interdisant aux binationaux l'accès aux hautes fonctions



Algérie – Avec la révision de la Constitution initiée par Tebboune, les binationaux algériens auront la possibilité d'accéder aux fonctions à hautes responsabilités au sein de l'État.

En effet, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a annoncé, ce mercredi 8 janvier, le lancement du processus de la révision de la Constitution en nommant un « comité d'experts en Droit », chargé d'élaborer la nouvelle Constitution algérienne.

Parmi les axes principaux de la nouvelle Constitution, l'on peut trouver la « consolidation de l'égalité des citoyens devant la loi ». Cette mesure vise à supprimer l'article 63 (ancien-

nement article 51) de la Constitution algérienne; qui interdit aux ressortissants algériens détenteurs de la double nationalité (binationaux); d'accéder à de hautes fonctions au sein de l'État algérien.

« La communauté nationale établie à l'étranger doit recouvrer sa pleine citoyenneté pour bénéficier des mêmes droits et être soumise aux mêmes devoirs que les citoyens résidents sur le territoire national »; peut-on ainsi lire dans le communiqué qui cite la lettre de mission adressée par Tebboune au président du « comité d'experts en Droit », Ahmed Laraba.

Bientôt des ministres et hauts responsables binationaux ?

« Aussi importera-t-il de revoir les dispositions constitutionnelles qui limitent l'accès des résidents nationaux à l'étranger à certaines Hautes responsabilités de l'État et aux fonctions politiques »; précise la même lettre.

Ajouté lors de la révision constitutionnelle de 2016 sous Bouteflika, l'article 63 de la Constitution algérienne stipulait que « la nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'État et aux fonctions politiques ». Jugée comme « injuste »; la mesure excluait, de fait, les ressortissants de la diaspora algérienne, détenteurs de la double nationalité.

REDOUANE L.

08 Janvier 2020





On travaille bien
« dix fois par an »



On Mange bien
« une fois par an »

La presse algérienne pendant la révolution :

Un instrument de mobilisation contre la propagande coloniale



ZohirIhaddaden estime que l'Algérie a connu sa première expérience médiatique avec «l'Estafette de Sidi Ferruch» introduit en 1830 avec l'invasion du pays par la France. Jusqu'en 1882, les colons diffusaient leur presse en français et en arabe, elle a été « l'occasion pour l'élite algérienne de contacter et de lancer avec l'aide des libéraux français le premier numéro de « l'Elu » qui paraissait à Constantine. La presse algérienne de l'époque était « politique, religieuse ou culturelle » puisque outre les associations religieuses et les zaouias qui avaient leur propre bulletin, les partis tels le PPA, le MTLD avaient eux aussi leurs brochures. Mais faute de moyens, manque de locaux, d'imprimerie, la presse nationale n'a pu tenir le coup au moment où la presse coloniale montrait sa force.Elle avait alors de gros titres comme l'Echo d'Oran et l'Echo d'Alger, la Dépêche de Constantine.

Le Forum d'El Moudjahid a organisé une rencontre animée par des universitaires sur le rôle de la presse algérienne pendant la colonisation et au début de l'indépendance. Le thème a été abordé par les invités sous l'angle strict de l'histoire de l'apport de la presse algérienne dans la mobilisation des populations contre la colonisation, sa conscientisation autour de l'objectif d'indépendance. MM. Ihaddaden, Boumali et M. Belkhodja ont écarté les autres médias comme la radio ou la télévision pour se concentrer sur l'écrit, «car de 1954 à 1956, avec le Congrès de la Soummam, ce sont « essentiellement des tracts » qu'utilisera le FLN pour expliquer aux Algériens la nécessité de ce combat et faire barrage à la propagande coloniale», explique M. Hassen Boumali. A cet effet, à la veille du déclenchement de la Révolution, le groupe des Six historique avait chargé deux de ses militants, Didouche Mourad et Mohamed Boudiaf, de prendre attache avec Laïchaoui, pour la confection de la déclaration du 1er Novembre qui paraîtra en même temps que la brochure du 30 octobre. Selon un historien, même dans les prisons, il y avait «des expériences d'édition de brochures. Mais elles seront vite démantelées par l'administration».



K. Daghefli

Horizons

02 Mai 2011



Presse et journalistes « indigènes » en Algérie coloniale (années 1890-années 1950)

L'évolution de l'Algérie d'après 1945 ne peut s'expliquer sans de nécessaires références à l'intense activité journalistique (et politique) des intellectuels musulmans entre 1919 et 1939. L'ampleur du journalisme musulman en Algérie au cours des années 20 ne sera ni dépassée ni égalée après la Seconde Guerre mondiale. Cette période vit la formation d'une opinion publique musulmane. L'historien Ali Merad fait du journalisme « musulman » ou « indigène », au sens de journalisme des colonisés d'Algérie, le symbole du dynamisme d'une société civile en émergence, les journaux remplaçant partiellement les partis politiques qui n'existaient pas encore et assurant la circulation des idées dans la société locale. Ces journalistes animaient d'ailleurs des cercles culturels qui réunissaient l'élite intellectuelle musulmane, servant de lieux d'échange et d'émergence de réseaux de sociabilité. Ils militaient aussi dans des associations telles que la Ligue des droits de l'homme. L'« opinion publique musulmane », dont Ali Merad signale la formation, se met alors à exister par le regard des autorités qui cherchent à la conjurer. À partir des années 1920, l'administration fit fréquemment référence à la menace de cette « opinion publique musulmane », pour justifier des mesures de surveillance et de répression, contre la presse notamment? Cette période postérieure à la Première Guerre mondiale est effectivement celle de la floraison et de l'épanouissement d'une presse « indigène ». Pourtant, la littérature existante l'a négligée. Bien qu'il englobe une longue séquence, allant de l'émergence des premiers journaux « indigènes » jusqu'à la guerre d'Algérie, qui porte un coup fatal à cette presse et la condamne au silence, cet article se focalisera sur l'entre-deux-guerres. Il est fondé sur l'analyse des contenus et des équipes rédactionnelles des journaux les plus importants de cette période : La Défense, Alger républicain, La Voix des Humbles, La Voix indigène, El Bassair, Égalité, L'Algérie libre ou

encore El Maghrib El Arabi. Ils sont représentatifs de la pluralité des courants politiques algériens qui s'exprimaient alors : réformistes, assimilationnistes, nationalistes, socialistes ou communistes. Les archives de la surveillance procurent des renseignements biographiques sur les rédacteurs ainsi que des données relatives aux journaux eux-mêmes : tirage, circulation, nombre de lecteurs, etc. Des correspondances et journaux intimes de rédacteurs complètent les sources et permettent de retracer cette période d'émergence?. En Algérie, le journalisme restait, dans les rangs colonisés, une pratique militante à visée politique et financièrement déficitaire. Ses représentants faisaient face à des restrictions de la liberté de la presse bien plus importantes que celles que subissaient leurs homologues français. Si la loi de 1881 s'appliquait, c'était au bénéfice des citoyens français. Le gérant d'un journal devait jouir de ses droits civiques, ce qui n'était le cas que pour quelques milliers de naturalisés parmi les millions d'Algériens colonisés. À partir de 1895, en outre, le texte de loi modifié permit d'interdire un journal rédigé « en langue étrangère » par simple voie administrative. Pendant l'entre-deux-guerres, au moment où la vie politique algérienne s'anima d'organisations et de mouvements divers, d'autres mesures législatives, spécifiques à Algérie, enserrèrent la liberté d'expression dans un cadre légal nettement plus rigide qu'en métropole. En 1935, par exemple, le décret Régnier permit de réprimer toute provocation à « des désordres », « des manifestations contre la souveraineté française » et « la résistance contre l'application des lois, règlements ou ordres de l'autorité »? Le contraste entre le régime de presse français globalement libéral et la pratique musclée des autorités envers les publications « indigènes » était particulièrement marqué en Algérie.? Les journalistes étaient confrontés à une exclusion

spécifiquement coloniale qui leur interdisait tout espoir d'intégration dans la rédaction d'un journal européen. Presse et journalistes « indigènes » échappèrent aux processus de commercialisation et de professionnalisation qui caractérisèrent au contraire leur évolution en France et dans les démocraties occidentales en général, mais aussi, par exemple, en Syrie et au Liban sous mandat français avant la Seconde Guerre mondiale. En témoignent l'analyse des conditions de l'émergence et de la surveillance des titres ainsi que celle du profil des journalistes et de leur place minorée dans les grands médias d'Algérie... Le journalisme « indigène » témoigne d'une émergence lente, tardive et soumise à la surveillance ainsi qu'à la répression de l'administration. Ses représentants présentent le profil type de l'Algérien de statut indigène considéré comme « évolué » et, à ce titre, membre de ce « monde du contact »? restreint qui aurait transcendé la frontière coloniale et aurait été susceptible de constituer, au moment de la guerre d'indépendance, une troisième force entre nationalistes et partisans d'une Algérie française fondée sur l'inégalité. Mais en réalité, le journalisme « indigène » contribua à faire émerger une société civile. Porteur, dans l'entre-deux-guerres, d'une politisation poussée et de divers projets de transformation du statu quo politique en Algérie, il contribuait, au-delà de ses objectifs politiques immédiats, à stimuler des processus plus sous-jacents affectant la population locale, tels que sa prise de conscience identitaire et l'autonomisation de son organisation sociale. C'est finalement l'histoire de l'illusion du « monde du contact » que celle de la presse et des journalistes dits « indigènes ».

Philipp Zessin

LE
MOUVEMENT
SOCIAL

2011/3 (n° 236), pages 35 à 46